

Par exemple, la gestion et l'évacuation sûres des déchets radioactifs est l'un des problèmes auxquels se heurte l'industrie dans son ensemble. Depuis sa création au début des années 50, l'EACL cherche les moyens de neutraliser ces matières de façon sûre, et plus récemment elle s'est officiellement associée à la province d'Ontario pour essayer de fixer les paramètres en vue de leur élimination permanente. L'EACL est persuadée qu'avec l'appui nécessaire, la question peut se régler d'une façon économique et opportune qui satisfasse aux exigences relatives à la santé et à la sécurité. L'étape actuelle du programme consiste en la recherche d'un moyen sûr de se débarrasser des déchets nucléaires. Le choix d'un emplacement viendra plus tard.

Le système de réacteur Candu s'est révélé le plus sûr du monde et l'élaboration, aux plus hauts niveaux, d'un programme complet d'élimination des déchets est bien engagée. Des progrès considérables ont été accomplis sous les auspices des agences et organismes internationaux en vue de l'établissement d'un régime global de garanties qui, d'une part, écartera la possibilité de prolifération des armes nucléaires et, d'autre part, apportera aux nations en voie de développement les avantages de la technologie nucléaire sur laquelle elles pourront se fonder pour réaliser certaines de leurs aspirations économiques.

Enfin, monsieur l'Orateur, l'option de l'énergie nucléaire a une importance nationale et internationale. Ces questions ne sont pas banales et elles sont souvent critiquées du point de vue politique. L'objectif n'est rien moins que d'assurer un approvisionnement en énergie stable sûr et permanent pour étayer notre développement économique et social dans les années à venir. A cette fin, le Canada, grâce aux fonds publics, a solidement établi des installations de développement et de recherche à l'échelle internationale et mondiale, dont la principale mission est de soutenir et de sauvegarder notre option de fission nucléaire aujourd'hui et dans l'avenir.

Des voix: Bravo!

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai pris bonne note des propos du secrétaire parlementaire. J'aime toujours l'entendre lire ses discours à cause de sa façon captivante de les lire. Le début de son discours était si excitant que même le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) s'est senti obligé de quitter la Chambre pour affaires—du moins momentanément. Ses discours sont si captivants que les réponses du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) au cours de la période des questions paraissent vaudevillesques, passionnantes et stimulantes par comparaison. Le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) emploie d'autres expressions pour décrire le débit du député, mais je ne les répéterai pas.

Je dirai cependant quelque chose au sujet de la substance du discours du secrétaire parlementaire. C'était tout simplement un discours stupéfiant, dénotant une absence totale d'esprit critique à l'égard de l'industrie nucléaire.

Une voix: C'était un exposé critique mais non pas négatif.

M. Waddell: Je n'ai rien trouvé de critique dans tout le discours, aucune remise en question, rien du tout.

En réponse à une question qui a été posée à la Chambre aujourd'hui, le gouvernement vient déclarer que l'on est en train de faire une enquête sur l'industrie nucléaire. Monsieur l'Orateur, l'utilisation de l'énergie nucléaire est peut-être le

Vente de réacteurs Candu

problème le plus important qui se pose à l'heure actuelle. Je suis très étonné de constater que le secrétaire parlementaire ne fait pas preuve d'esprit critique à l'égard du nucléaire. Elle prouve que l'enquête interne n'est pas une véritable enquête. Le gouvernement et le ministère devraient jouer franc jeu avec les Canadiens et leur dire la vérité.

M. Baker (Nepean-Carleton): Faites faire une enquête publique.

M. Waddell: Le député de Nepean-Carleton (M. Baker) préconise la tenue d'une enquête publique. C'est ce que proposait son gouvernement; je reviendrai sur cette question dans un moment.

Je n'ai pas encore fini de commenter l'allocation du secrétaire parlementaire, mais je voudrais parler des observations du député de Vaudreuil (M. Herbert). Celui-ci a prétendu qu'il ne préconisait pas la vente de réacteurs Candu et qu'il ne demandait pas de renseignements. Que voulait-il, alors? Je pensais qu'il avait une résolution percutante et qu'il soulevait un problème important se rattachant à la liberté d'information et à l'industrie nucléaire, mais il a manqué son coup. Il a commencé en lion pour finir en minet. Je ne m'en prends pas à lui personnellement, mais c'est bien l'impression que donnait son discours.

Il a dit qu'il n'avait pas reçu les documents, mais que cela n'avait aucune importance, qu'en fait, il ne demandait pas ces documents—il a pourtant présenté une motion en ce sens—puisqu'ils étaient probablement privés et confidentiels.

Un certain Friedenbergh vient de publier un livre intitulé «Deference to Authority: the case of Canada». Je regrette de ne pas connaître la maison d'édition ni le titre complet. On dit dans ce livre que nous autres, Canadiens, avons un tel respect de l'autorité que nous craignons de remettre les choses en question et d'exiger qu'elles soient tirées au clair. On dit encore que nous vivons dans une société presque totalitaire et que nous négligeons d'aller au fond des choses comme le font les Américains. On fait ici allusion à la liberté d'information, à l'enquête McDonald, aux activités de la GRC et à la gestion du gouvernement canadien par les libéraux. Je reviendrai là-dessus, monsieur l'Orateur.

Le député a bien dit qu'il plaidait en faveur de l'établissement d'une politique, d'une norme; pourtant, il semblait s'opposer à ce qu'une norme soit énoncée. Je crois que ce n'est un secret pour personne, mais il a dit que des représentants de l'Argentine sont venus au Canada il y a environ un mois. Ils sont venus à Ottawa incognito. L'homologue argentin du directeur de l'EACL est venu demander aux autorités gouvernementales d'assouplir nos normes. Ainsi donc avons-nous une politique et des normes, monsieur l'Orateur, et j'en félicite le gouvernement. Il existe donc des normes régissant la vente de réacteurs Candu à l'étranger, le député devrait le savoir, et il est difficile d'y satisfaire.

Je crois que nous avons vendu un réacteur à l'Inde, mais les Indiens ont fait fi des normes et fabriqué une bombe atomique, à leur grande honte à jamais. Je puis comprendre pourquoi ils l'ont fait, à cause des pressions qu'ils subissent et des difficultés qu'ils éprouvent dans leur politique étrangère, mais je trouve néanmoins qu'ils ont pris une mauvaise décision, et une décision très grave.